

# I'HUMANITÉ



# rouge

*Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés,  
UNISSEZ-VOUS !*

1 F Boite Postale 134, Paris-20'  
C.C.P. Humanité Rouge :  
N° 3022672 - LA SOURCE

JOURNAL COMMUNISTE  
POUR L'APPLICATION EN FRANCE DU MARXISME-LÉNINISME  
ET DE LA PENSÉE-MAOTSETOUNG

3<sup>e</sup> ANNEE N° 90  
JEUDI 28 JANVIER 1971

**LE PROLÉTARIAT POLONAIS COMBAT POUR RÉTABLIR LE SOCIALISME :**

## A BAS LES DIRIGEANTS SOCIAUX FASCISTES DE POLOGNE!

Malgré son caractère social-fasciste, la répression révisionniste s'avère impuissante à stopper la lutte des ouvriers polonais.

Des informations qui filtrent de Pologne, il apparaît que les travailleurs poursuivent leur combat, notamment à Gdansk.

Après les chantiers navals, les traminois ont débrayé à leur tour à plusieurs reprises la semaine dernière.

Premiers succès : dès le début de l'année, l'Etat révisionniste polonais a été contraint de consentir d'importantes augmentations de salaires qui annulent en partie l'effet des hausses de prix imposées par Gomulka à la veille de sa chute.

Le bonze réviso Loga-Sowinski, dernier rescapé du groupe de Gomulka, a été contraint à son tour d'abandonner la présidence du Conseil central des syndicats polonais. D'autres bonzes de moins haute volée ont, eux aussi, mordu la poussière.

Les nouveaux dirigeants, Gierek, Moczar et Cie ont vite abandonné la thèse des « voyous provocateurs » et reconnaissent en paroles que les travailleurs ont été « poussés à bout » par les mesures prises en décembre dernier.

Mais les travailleurs polonais trouvent que c'est trop facile de faire de Gomulka et ses acolytes les boucs émissaires.

Ils exigent que tous les responsables de la répression de décembre soient châtiés.

Ils exigent que Gierek lui-même vienne leur rendre des comptes à Gdansk.

Ils exigent la libération de ceux de leurs camarades qui sont encore emprisonnés et l'arrêt de toutes poursuites.

De son côté, la hiérarchie catholique, qui s'est bien gardée d'apporter (et pour cause) la moindre aide même verbale aux travailleurs en lutte, s'efforce de monnayer sa neutralité bienveillante envers l'Etat révisionniste. Elle présente maintenant des revendications visant à refaire de la Pologne un Etat ouvertement confessionnel.

Mais les travailleurs polonais ont compris que l'Eglise catholique et l'Etat révisionniste sont des frères siamois et qu'il n'y a rien de bon à attendre ni de l'un, ni de l'autre.

A Szczecin, au mois de décembre, pendant une semaine, une sorte de commune ouvrière a fonctionné. Les correspondants étrangers stupéfaits ont vu et entendu les travailleurs de la Baltique se battre avec un courage magnifique, au chant de « l'Internationale », contre la police et les chars d'un Etat prétendu socialiste, mais social-fasciste en réalité.

C'est que justement, contrairement à certains étudiants et intellectuels polonais trotskystes ou ultra-révisionnistes, les travailleurs polonais ne rejettent pas le socialisme. Ce qu'ils sont décidés à abattre, c'est un Parti et un Etat qui, « drapés dans le drapeau rouge », font tirer sur les ouvriers, un Parti et un Etat devenus les bras armés d'une nouvelle bourgeoisie à la solde des dirigeants sociaux-impérialistes de l'U.R.S.S.

C'est pourquoi leur combat est partie intégrante du front mondial contre l'impérialisme et contre le



En 1944 les ouvriers et paysans polonais ont combattu héroïquement les nazis. Non pour retomber sous la coupe d'un pouvoir social-fasciste, mais pour le socialisme garanti par la dictature du prolétariat. Leurs luttes d'aujourd'hui poursuivent celles d'hier.

social-impérialisme des révisionnistes renégats du mouvement communiste international.

C'est pourquoi nous soutenons résolument leur lutte.

C'est pourquoi nous applaudirons à leur inéluctable victoire !

DERNIERE MINUTE (25 janvier)

Nouvelle grève générale à Szczecin dans les chantiers navals de Warski. Au chant de l'Internationale, drapeaux rouges en tête, les ouvriers polo-

nais contraignent le pouvoir révisionniste à démettre le ministre de l'Intérieur et exigent que soient éliminés les dirigeants du Parti au pouvoir, traîtres à la classe ouvrière.

Un seul Parti répond concrètement à leurs aspirations : c'est le Parti communiste de Pologne (marxiste-léniniste) qui lutte dans la clandestinité sous la direction du camarade Kasimierz Mirjal, ancien général de la Résistance et de l'Armée rouge polonaise et membre du Bureau politique du « Parti ouvrier polonais », exclu par la clique révisionniste de Gomulka, Gierek et consorts.

A TOUS NOS LECTEURS, CAMARADES, AMIS ET SYMPATHISANTS

# PASSONS A L'OFFENSIVE L'HUMANITÉ ROUGE VAINCRA! (9)

Chers Camarades,

Je m'aperçois que mon abonnement tire à sa fin. Je reprends donc un abonnement et envoie 20 F de soutien à l'Humanité Rouge.

Bravo pour votre n° 88 sur la Commune ! Et encore merci pour la joie que vous m'apportez, car je vis presque toujours à la maison, cardiaque, je ne puis assister à beaucoup de conférences sur la Chine.

Je suis abonnée ainsi que ma fille, aux périodiques chinois. Votre journal est de plus en plus captivant, surtout pour les jeunes, car pour nous, nous avons vécu beaucoup de périodes de lutte, quand l'Humanité était celle de Cachin, Vaillant-Couturier et G. Peri. J'étais militante trésorière dans le 17<sup>e</sup> arrondissement de Paris à la CGTU. A cette époque héroïque nous n'étions pas nombreux sauf chez les métallos !

Avec quelle ferveur nous défilions en Mai au mur des Fédérés !

La Commune quelle époque ! Tous les vrais révolutionnaires s'en inspirent encore. Le 1<sup>er</sup> Pouvoir du Peuple !

Je vous quitte chers camarades, et gardez haut levé le drapeau rouge.

Bien fraternellement.

Une vieille militante

## TOULON :

## LE SCANDALE CONTINUE

Sous le titre « Triste mort d'un déporté », nous dénonçons dans le n° 81 de H.R. dans quelles conditions scandaleuses M. A.M. ancien de Dachau avale fini ses jours au Centre Hospitalier de Brunet.

C'est au tour de la veuve et des 7 enfants de subir, maintenant les effets néfastes du régime capitaliste.

Les allocations familiales et l'allocation-logement (au total 1 500 F par mois) ne lui ont pas été réglées le 1<sup>er</sup> janvier.

Le fonctionnaire de la Trésorerie Générale ne donnera l'autorisation qu'au vu du titre de pension de réversion\* ou bien à condition que la veuve travaille un minimum de 120 h par mois.

Dans le 1<sup>er</sup> cas, il faudra attendre 3 ou 4 mois minimum, car

## PEUPLE KHMER VAINCRA !



ENGEDUITISSONS L'IMPERIALISME AMERICAIN DANS LES FLAMMES.  
CARICATURE CAMBODGIENNE.

LE PRESIDENT MAO TSE TOUNG A DECLARE LE 30 MAI 1970 :

« L'IMPERIALISME AMERICAIN A L'AIR D'UN COLOSSE, MAIS IL N'EST EN REALITE QU'UN TIGRE EN PAPIER... AU FOND, QUI A PEUR DE QUI DANS LE MONDE ACTUEL ? CE NE SONT PAS LES PEUPLES DU VIETNAM, DU LAOS, DU CAMBODGE, DE LA PALESTINE... QUI CRAignent L'IMPERIALISME AMERICAIN, C'EST L'IMPERIALISME AMERICAIN QUI CRAINT LES PEUPLES DU MONDE... UNE CAUSE JUSTE BENEFICIE TOUJOURS D'UN LARGE SOUTIEN, TANDIS QU'UNE CAUSE INJUSTE EN TROUVE PEU... LE PEUPLE D'UN PETIT PAYS TRIOMPHERA A COUP SUR... S'IL OSE SE DRESSER POUR LA LUTTE, RECOURIR AUX ARMES ET PRENDRE EN MAIN LE DESTIN DE SON PAYS... »

« UNISSONS-NOUS AVEC LES PEUPLES  
DU MONDE POUR ABATTRE LES AGRESSEURS  
AMERICAINS ET LEURS LAQUAIS ! »

## YANKEES NAZIS HORS d'INDOCHINE!

L'HUMANITÉ rouge

Cette affiche politique est toujours d'actualité. De nombreux exemplaires sont encore disponibles à H.R. Pour soutenir la lutte du peuple khmer, camarades passez vos commandes !

(Payer si possible les frais d'envois)

de nombreuses pièces lui sont encore réclamées actuellement.

Dans le 2<sup>e</sup> cas, comment travailler avec 7 enfants (le plus jeune a 7 ans).

Ainsi, il n'y a plus de ressources pour les nourrir, les vêtir, payer le loyer, etc.

Il est inconcevable qu'à notre époque une famille soit ainsi acculée à l'effroyable misère.

La colère est à son comble chez les déportés et internés,

mais seule une action de masse pourra faire rétablir le paiement des allocations à cette famille et modifier l'attitude intransigeante de l'Administration.

Correspondant H.R.  
Toulon

\* Il s'agit du reversement de la pension à la veuve.

La revue théorique et politique « Pékin-Information » a publié trois articles sur les événements de Pologne :

- « Tempête révolutionnaire du peuple polonais » (article du « Renmin Ribao »).
- « La résistance du peuple polonais à la férule révisionniste ».
- « Les chenilles des chars ne sauraient écraser la colère et la haine du peuple polonais » (article du journal albanais « Zeri i Popullit »).

Vous pourrez lire les deux premiers documents dans le n° 52 (1970) et le troisième dans le n° 1 (1971). L'hebdomadaire « Pékin-Information » est disponible à la librairie « Le Phénix », 72, bd de Sébastopol, Paris (3<sup>e</sup>) (ou par notre intermédiaire).

UNE FORMULE D'ABONNEMENT DE PROPAGANDE :  
« L'HUMANITE ROUGE » PENDANT 3 MOIS POUR 10 F

## ABONNEZ-VOUS !

Je soutiens politiquement « l'Humanité Rouge » dans son combat idéologique et politique en souscrivant un abonnement.

Nom	Abonnement ordinaire	pli fermé	de soutien
Prénom	3 mois 10 F	20 F	20 F
Adresse	6 mois 20 F	40 F	40 F
	1 an 40 F	80 F	80 F

Etranger: un an 120 F; six mois 60 F.

Règlement au C.C.P. « l'Humanité Rouge » 30 226-72 La Source ou par timbres.

## SOUSCRIPTION PERMANENTE

	Total précédent	38 232,20 F
Un sympathisant Paris 19 <sup>e</sup>	25	F
Un étudiant marxiste-léniniste de la Cité Universitaire : H.R. vaincra !	Paris 100	F
C.D.H.R.	Paris 20 <sup>e</sup> 48,50	F
Des Camarades	Sables d'Olonne 10	F
Anonyme	Alpes-Maritimes 20	F
Un jeune travailleur	Paris 20 <sup>e</sup> 2	F
Un sympathisant	Marseille 60	F
J.-P. B.	Paris 12 <sup>e</sup> 40	F
D.D.	Villeneuve-la-Garenne 2,50	F
S.L.	Moselle 19	F
C.D.H.R. Censier pour un 12 p.	Paris 30	F
P.V.	Créteil 10	F
Un étudiant d'Assas	Paris 10	F
Un lecteur	Paris 10	F
Une amie de l'H.R.	Maine-et-Loire 4,70	F
G.G.	Paris 5	F
J.P.	Paris 12 <sup>e</sup> 50	F
P.M.	Paris 10	F
C.D.H.R.	Toulouse 55	F
Des lycéennes	Paris 10	F
Une ancienne de la CGTU	Paris 20	F
Un sympathisant de l'H.R.	St-Cloud 24	F
C.D.H.R. (2 <sup>e</sup> versement de décembre)	St-Maur 150	F
Un travailleur immigré	Paris 10	F
Un camarade	Bois-Colombes 20	F
Un ouvrier	Paris 20 <sup>e</sup> 1	F
Un dessinateur industriel	Paris 1	F
Un jeune travailleur	Paris 20 <sup>e</sup> 4,60	F
Pour la victoire finale - anonyme	Lyon 10	F
Une sympathisante	Marseille 1	F
Des travailleurs	Angers 10	F
	<b>Total général</b>	<b>39 005,50 F</b>

## SECOURS ROUGE

	Total précédent	8 128,64 F
Une sympathisante de Kallisté	Marseille 5	F
Collecte à la librairie « Le Phénix »	Paris 41	F
Un ancien	Marseille 10	F
C.D.H.R.	Nolsy-le-Sec 50	F
C.D.H.R.	Clermont-Ferrand 200	F
Une sympathisante de Kallisté	Marseille 16	F
Des travailleurs	Nord 30	F
	<b>Total général</b>	<b>8 480,64 F</b>

## DEUX NOUVEAUX LIVRES AUX ÉDITIONS NAIM FRASHERI DE TIRANA

ENVER HOXHA, DISCOURS A SES ELECTEURS,  
DU 18 SEPTEMBRE 1970

- Une analyse pénétrante de la « démocratie » et des élections « démocratiques » dans les pays dominés par le capital.
- Le rapport clair et honnête d'un grand dirigeant communiste sur le travail effectué durant son mandat.
- Des pages de classique.

## LENINE DE J.V. STALINE

- En cent pages, Joseph Staline fait revivre dans ses immenses dimensions son maître et compagnon d'arme : LENINE.
- Nul, plus que lui, n'était qualifié pour parler d'un homme dont l'œuvre transforma le monde :
- En exaltant les qualités de LENINE, le camarade Staline trace du même coup avec sa pénétration géniale ce que sont les qualités du responsable bolchevique.
- Ce recueil de quelques discours sur Lénine — parsemé de souvenirs familiaux — est, comme tous les écrits de Staline, une œuvre politique profonde servant la classe ouvrière en éclairant ses militants.

## Discours aux électeurs, de Enver Hoxha :

1,50 F + 0,65 F de frais d'envoi ordinaire et 1,20 F pour un envoi urgent.

## LENINE, par J.V. Staline (relié toile) :

3,50 F + 1,25 F de frais d'envoi ordinaire et 2,50 pour un envoi urgent.

En vente à la librairie « le Phénix », 72, bd de Sébastopol, Paris (3<sup>e</sup>) ou par notre intermédiaire.

CREUSOT-LOIRE :

# LA MINUTE DE VERITE

Les ouvriers de Creusot-Loire, Usine de Batignolles-Nantes, las de se faire lanterner par les patrons, ont pris le mors aux dents et opposé leur violence de classe à la violence de classe de la bourgeoisie.

Vitres brisées, machines à écrire cassées, tout cela « fait mal » aux patrons. Bien sûr et tant mieux. Et, de toutes façons, c'est une riposte bien modérée aux licenciements, aux cadences infernales, aux salaires dérisoires.

La violence de classe constitue la ligne de démarcation qui sépare la classe ouvrière de ses ennemis. Aux côtés des travailleurs ou aux côtés des patrons. Il n'y a pas de 3<sup>e</sup> position. Voici donc les ennemis des travailleurs trahis par leurs paroles et leurs actes :

**LE P.C. » F.**

Dans un tract intitulé « Halte au fascisme » et distribué le 18 janvier la section du P.C. » F. déclare :

« Un groupe organisé de nervis entraînés a mis à sac l'ensemble des bureaux des services administratifs de l'usine (...). L'action de ces bandits est étrangère à l'action réfléchie des travailleurs. »

**LA C.G.T.**

Le même jour, le Bonze syndical Prampart caractérise ainsi les événements qui se sont déroulés à l'Usine des Batignolles :

« Des éléments maoïstes ont profité de la situation pour saccager les locaux de la direction. S'il est vrai, que d'autres salariés se sont laissés entraîner par ces agitateurs, il s'agit d'une toute petite minorité. »

En tout cas, nous tenons à préciser tout d'abord que nous condamnons ces actions et que nous ne voulons pas être à la merci de groupes minoritaires. Nous affirmons ensuite que la direction est responsable de ces incidents, dans la mesure où elle a créé une situation qui les favorise, et nous nous demandons pourquoi cette direction a accepté d'engager de tels agitateurs. »

Autrement dit, non contents d'exclure des Syndicats les militants révolutionnaires, les révisionnistes reprochent maintenant aux Patrons de ne pas les avoir encore réduits au chômage. « Nom de Dieu ! qu'attendez-vous pour les foutre à la porte... » dit le Bonze Prampart à la Direction de Creusot-Loire. Regardez comment on fait et prenez exemple sur la C.G.T. »

**LES PATRONS :**

« Nous ne protégeons pas les maoïstes (sic N.D.L.R.) : nous en avons même récemment licencié deux. »

**LA C.F.D.T.**

Elle est plus jésuite que la C.G.T., mais si l'outre est différente, la piquette est la même. Ecoutez plutôt le bonze Cédétiste Gilbert Declercq :

« Contrairement à ce que certains peuvent dire ou écrire, nous n'acceptons pas le phénomène gauchiste. Il y a un an, un délégué C.F.D.T. a rédigé un tract dans lequel il disait : « Ras le bal, des patrons ! Ras le bal des syndicats ! » Nous avons discuté avec ce camarade et nous l'avons mis en demeure d'abandonner ses fonctions. Aujourd'hui, nous ferons de même s'il est prouvé que les incidents de vendredi dernier ont été organisés par de tels éléments. »

**A CELA, QUE REPONDENT LES OUVRIERS ?**

« Ils se mettent à sourire quand on leur parle des gauchistes. Bien sûr, il y en a, mais il est difficile de dire qui a jeté la première pierre. Parmi les salariés qui ont envahi les bureaux, il y avait des jeunes, il y avait des vieux, et pendant que les machines à écrire volaient par les fenêtres, des dizaines d'autres manifestants ont assisté aux événements sans s'y opposer. »

**UN MILITANT SYNDICALISTE DE BASE :**

« C'est l'éternel jeu de ping-pong, on ne sait jamais avec qui il faut négocier. On n'a jamais en face de soi le représentant du pouvoir. »

**UN AUTRE MILITANT DE BASE :**

« Il n'est pas nécessaire d'être maoïste pour recourir à la violence. Les jeunes qui ont un C.A.P. de décorateur, de chauffagiste ou de serrurier et qui sont rentrés à l'usine de Batignolles comme manœuvres ou O.S. parce qu'ils ne trouvaient aucun travail ailleurs acceptent difficilement l'ambiance qui règne à l'usine. Ils sont mûrs pour la révolte. »

**LES TRAVAILLEURS ONT RAISON DE SE REVOLTER**

Ces travailleurs sont des bandits, des nervis, des fascistes pour les bonzes du P.C. » F. et de la C.G.T., des Indésirables pour les bonzes de la C.F.D.T.

On leur colle l'étiquette de « maoïstes ». En fait la plupart d'entre eux font du « maoïsme » (sic !) sans le savoir, comme M. Jourdain faisait de la prose. Sans doute n'ont-ils pas lu le petit livre rouge, mais ils ont « osé lutter », comme l'enseigne le Camarade Mao Tsé toung. Et ils ont compris qu'« on a raison de se révolter ». Et c'est bien cela qui inquiète la bourgeoisie et ses valets.

**A PROPOS DE LA GRÈVE DE BATIGNOLLES :**

## PLEINS FEUX SUR UN MONOPOLE CAPITALISTE

Le conflit qui oppose la direction de l'usine des Batignolles à Nantes et les travailleurs de cette entreprise a donné la vedette à un « grand » de l'industrie française, la Société Creusot-Loire, groupe auquel appartient l'usine de Nantes.

Nous pensons qu'il n'est pas inutile d'exposer brièvement ce qu'est le groupe Creusot-Loire, en raison de ses caractéristiques « exemplaires ».

**Qu'est-ce que le groupe Creusot-Loire ?**

Ce groupe est le dernier né parmi les grands monopoles capitalistes français. Il résulte de la fusion de la Compagnie des Ateliers et Forges de la Loire (C.A.F.L.) et de la Société des Forges et Ateliers du Creusot (S.F.A.C.), fusion annoncée officiellement le 27 octobre 1970.

Le trust comprend 27 usines dont les plus importantes sont celles de

Creusot, de Chalon-sur-Saône, de Saint-Chamond (Loire), Les Dunes (Nord), Imphy (Nièvre), Nantes, Montargis, Allervard, etc.

Il emploie environ 39 000 salariés (dont plus de 23 000 provenant de la S.F.A.C. et le reste, de la C.A.F.L.).

Avec les sociétés « apparentées », il a réalisé, en 1969, 400 milliards d'anciens francs de chiffre d'affaire.

Ses productions sont très diversifiées, tant dans le domaine de la métallurgie que dans celui de la mécanique.

Il a produit, en 1969, 1 million de tonnes d'aciers spéciaux de toute qualité, ce qui le place au premier rang en Europe Continentale (U.R.S.S. non comprise) pour cette catégorie de produits, ainsi qu'une gamme complète des produits métallurgiques les plus complexes et d'une technicité très poussée.

Signalons encore que le groupe détient la majorité des actions de

## PARMI LES LUTTES DE LA SEMAINE

**BILLANCOURT - HAUTS-DE-SEINE**

3 000 travailleurs en grève chez Renault.

Une erreur de paie provoque la colère des ouvriers spécialisés de l'île Seguin, de l'équipe du soir qui cessent le travail le 22 janvier à 21 heures. Les cadences de plus en plus infernales, les maigres salaires que l'on connaît et aujourd'hui les erreurs des machines électroniques sont à l'origine de l'arrêt spontané des ouvriers.

Différentes actions ont déjà eu lieu séparément ; que ce soit à l'atelier des forges, des fonderies, à l'outillage ou ailleurs, dans n'importe quel département il est nécessaire de passer à l'action du « tous ensemble et en même temps », et non unité par unité comme l'organisent les centrales syndicales révisionnistes et réformistes.

Pour mettre en échec la politique patronale appliquons le juste mot d'ordre « Unité à la BASE et dans l'Action ! ».

**GENNEVILLIERS - HAUTS-DE-SEINE**

Grève au Rapido.

Les débrayages successifs appliqués depuis le 5 janvier par les luttes des travailleurs pour leurs revendications mettent en difficulté la direction. Celle-ci

plusieurs importantes entreprises, notamment les mines de Moutier et Anderny-Chevillon, les forges et ateliers Maritor, Thuillier, Lefrant, et des entreprises comme Feremba, Bezons-Lillers, Létang-Rémy, etc.

**Liens avec les autres trusts français**

Le groupe entretient des rapports très étroits sur le plan économique et financier avec Saint-Gobain/Pont-à-Mousson, De Wendel/Sidcor, Davum, les aciéries de Dilling (Sarre - Allemagne Fédérale) et d'autres groupes industriels et bancaires (comme le groupe belge Empain). Ces liens, basés sur l'interpénétration réciproque, sont une excellente illustration du contrôle complet exercé par les grands monopoles sur l'économie d'un pays, et par voie de conséquence sur son appareil d'Etat.

**Un complexe militaro-industriel**

Cette formule, créée aux Etats-Unis pour caractériser l'asservissement de l'administration et de l'armée aux trusts, peut s'appliquer au groupe Creusot-Loire.

Comme dans les monopoles yankees, les militaires sont nombreux à l'état-major du groupe. Ainsi, le général Buchalet est vice-président de Creusot-Loire après avoir été président de la S.F.A.C. Citons encore, comme membre important du groupe, le général comte de Bois-sière, gendre de De Gaulle (comme on se retrouve).

Nombreux sont d'autre part les fils des grands commis des monopoles, qui, de leur côté, font leur carrière dans l'armée et la haute administration.

Entre les monopoles, tel Creusot-Loire, et l'Etat capitaliste les liens ainsi créés sont indestructibles, et la constatation de cette fusion fait encore mieux mesurer la duperie de la voie électorale « vers le socialisme » préconisée par Kautsky et ses héritiers les dirigeants révisionnistes du P.C. » F.

Comment croire en effet que les capitalistes, maîtres de l'économie, de la défense, de l'administration du pays accepteraient de collaborer « loyalement » à leur propre anéantissement en tant que classe exploitée ?

réagit brutalement en décidant le Lock-out. Les travailleurs ne se laissent pas surprendre et décident la grève. Les travailleurs doivent briser les prétentions patronales en portant la lutte à un niveau plus élevé - L'occupation des lieux de travail ! »

**LINXE - LANDES**

51 licenciements aux Ets DARBO.

A l'atelier de parquetage, 51 ouvriers sur 180 personnes seront licenciés le 1<sup>er</sup> février. La direction a même « accordé » un préavis de 2 mois aux ouvriers, qu'ils n'auront pas à effectuer. Cela montre dans le concret - l'apport - de l'accord sur la Sécurité de l'Emploi signé par les bonzes révisionnistes et réformistes le 10 février 1969 : LE CHOMAGE.

Non le « Comité de Soutien », ne correspond pas à la lutte de classe des ouvriers, c'est un comité de luttes contre les licenciements comprenant tout les travailleurs de l'entreprise qu'il nous faut. Nous ne voulons pas grossir l'armée de chômeurs, nous voulons du travail et du pain.

**TOULOUSE - HAUTE-GARONNE**

Grève de la faim des détenus politiques depuis le 5 janvier pour obtenir un statut spécial de prisonnier politique.

**BLAISY-BAS (Côte-d'Or) : DEUX OUVRIERS IMMIGRÉS ASSASSINÉS PAR LE CAPITAL**

*A Blaisy-Bas, deux travailleurs immigrés meurent dans l'incendie de leur baraquement. Deux ouvriers assassinés dans... une bonne affaire pour le patron :*

*L'entreprise qui employait ces deux travailleurs nord-africains loge ses ouvriers en déplacement dans des « bungalows » mobiles en bois, pouvant s'enflammer comme de la paille. Non seulement le patron loge les travailleurs dans ces baraquements dont il sait très bien les risques qu'ils représentent, mais encore il pousse l'odieuse jusqu'à faire de ces baraquements une source de bénéfices. En effet les ouvriers sont logés par quatre ou six dans les « bungalows » et paient 60 F chacun, ce qui fait de 240 à 360 F par mois. Le patron fait donc payer le loyer d'un appartement en dur pour des logements qui lui coûtent tout équipés, 4 490 F l'unité (selon le journal bourgeois le Progrès).*

*En moins de deux ans, ces logements de misère deviennent de bonnes sources de profits. Il existe bien des lois sur les chantiers mais elles sont faites par les patrons et pour les patrons ; aussi ces « bungalows » où l'on gèle en hiver, où l'on risque la mort en se chauffant, seraient conformes aux normes.*

*Il est à remarquer aussi que les employés français mieux payés ont une prime de déplacement supérieure (20 F pour les uns, 12 F pour les autres) et logent à l'hôtel.*

**PATRONS ASSASSINS, RACISTES VOUS PALIEREZ !**  
Un Lecteur d'H.R.

**CITATIONS DU PRÉSIDENT MAO TSÉ TOUNG**

*L'exemplaire : 1,40 F\*\**  
**Contre envoi postal sur commande à H. R. : 2,20 F**

# PATRICE LUMUMBA : UN SYMBOLE, UN EXEMPLE



PATRICE LUMUMBA

Comme le disait l'autre, le grand vent de l'histoire avait soufflé, les colonies de papa étaient mortes, les peuples victimes de l'exploitation coloniale prenaient universellement conscience de leurs possibilités de lutte et exigeaient l'indépendance. Mais si les capitaines de l'impérialisme reconnaissaient d'où le vent soufflait, ils pensaient d'autant mieux pouvoir louvoyer et éviter le naufrage ; ils n'avaient nulle intention de se saborder. Ils étaient prêts à reconnaître à leurs anciennes colonies une indépendance formelle. Ils transféraient leurs compétences administratives à des classes exploitantes indigènes dont ils aidaient le développement et asseyaient le pouvoir ; ils conservaient grâce à elles la propriété des moyens de production qu'ils s'étaient arrogés par la conquête ; ils préservaient leurs bénéfices, ils pouvaient toujours rêver d'une exploitation encore accrue. Ils profitaient de l'arriération même où ils avaient maintenu leurs colonies, des divisions qu'afin de mieux régner ils avaient soigneusement entretenues, du féodalisme, du tribalisme, de l'analphabétisme, de ce qu'ils nomment sous-développement et dont ils sont entièrement responsables, pour demeurer les vrais meneurs de jeu, ceux qui tiennent les fils des marionnettes, les véritables maîtres, comme par le passé.

Intuitivement (car il était jeune, il est mort à 35 ans et car, aussi, cet ancien élève des missions catholiques n'avait pas eu de formation théorique, il s'était instruit et trempé dans l'action), Patrice Lumumba avait compris tout cela. L'indépendance était pour lui au pire un vain mot, au mieux une étape à dépasser ou un point de départ dont il fallait tirer toutes les conséquences : « *entre la liberté et l'esclavage, disait-il, il n'y a pas de compromis* ». Et lorsqu'il parlait de liberté, il pensait à celle des masses congolaises, non à la liberté formelle qui n'aurait servi que quelques privilégiés. Il œuvrait avec passion, avec un total don de lui-même à rendre les masses conscientes de leur force, prêtes à la lutte : « *Je n'ai pas le droit de dormir, répétait-il tant que le peuple n'est pas maître de sa destinée* ».

Il s'était mis au service du peuple, il luttait avec lui, il cherchait à l'unifier, il savait lui parler, et qu'il pût pareillement convaincre en français, en lingala ou en diswhali faisait encore de lui l'homme de l'unité dans un Congo que, jouant sur le tribalisme, l'impérialisme cherchait à paralyser par la division. Le Mouvement National Congolais, fondé en 1958 par Lumumba devint rapidement,

Il y a dix ans, le 21 janvier 1961, Patrice Lumumba était abattu. Qui l'avait assassiné ? L'immonde Tschombé (surnommé M. Tirol-Caisse), chef du gouvernement fantôme du Katanga, sbire à la solde d'une société capitaliste, l'Union Minière du Haut-Katanga ? D'autres Congolais, marionnettes de l'impérialisme, qui n'avaient pris les leviers de commande de leur pays, nouvellement parvenu à l'indépendance, que pour mieux le trahir, Kasavubu, Mobutu, Munungo ? Certes, mais ce n'étaient que les bourreaux, les exécuteurs à la solde d'autres pouvoirs plus puissants. Les assassins de Lumumba, c'étaient les sociétés capitalistes qui voyaient leurs bénéfices, les bénéfices de l'exploitation coloniale menacés, c'étaient le gouvernement belge, l'impérialisme belge, l'impérialisme américain, l'impérialisme international. Pour celui-là, Patrice Lumumba était un homme à abattre.

dans la lutte pour l'indépendance, le parti du Congo le plus puissant. L'administration belge, après les émeutes du 30 octobre 1960, emprisonne Lumumba, la protestation populaire oblige le gouvernement belge à le libérer et à négocier avec lui l'indépendance. Premier ministre du nouvel Etat, il apprend que l'impérialisme ne désarme jamais, qu'il faut lui arracher ses armes pour le briser. Il doit lutter contre la sécession d'une province minière, le Katanga, manigancée par la société capitaliste qui en exploite les richesses, contre l'agression armée

de la Belgique et celle de l'O.N.U. dont il ne discerne peut-être que trop tard la nature, contre le président de la République, Kasavubu, vendu aux Belges, champion du tribalisme, qui le destitue illégalement, contre le chef de l'armée, Mobutu, vendu aux Américains, qui l'emprisonne. Dans ses fers, Patrice Lumumba, fort de l'appui populaire, effraie encore l'impérialisme : on l'assassine.

Son dernier message, alors qu'il sait le sort qui l'attend, dit sa foi en la victoire finale des masses et en l'internationalisme :

René BLIZANT

## SON DERNIER MESSAGE :

Je sais et je sens du fond de moi-même que, tôt ou tard, mon peuple se débarrassera de tous ses ennemis intérieurs et extérieurs, qu'il se lèvera comme un seul homme pour dire non au colonialisme dégradant et honteux, et pour reprendre sa dignité sous un soleil pur.

Nous ne sommes pas seuls. L'Afrique, l'Asie et les peuples libres et libérés de tous les coins du monde se trouveront toujours aux côtés des millions de congolais qui n'abandonneront la lutte que le jour où il n'y aura plus de colonisateurs ni leurs mercenaires dans notre pays. A mes enfants que je laisse et que peut-être je ne reverrai plus, je veux qu'on dise que l'avenir du Congo est beau...

Ni brutalités, ni sévices, ni tortures ne m'ont jamais amené à demander grâce, car je préfère mourir la tête haute, la foi inébranlable et la confiance profonde dans la destinée de mon pays plutôt que vivre dans la soumission et le mépris des principes sacrés. L'Histoire dira un jour son mot ; mais ce ne sera pas l'Histoire qu'on enseignera à Bruxelles, Paris, Washington ou aux Nations-Unies, mais celle que l'on enseignera dans les pays affranchis du colonialisme et de ses fantoches. L'Afrique écrira sa propre Histoire et elle sera au Nord et au Sud du Sahara une Histoire de gloire et de dignité...

## HEROS DE LA REVOLUTION EN AFRIQUE

Nous avons reçu de la Fédération des Etudiants d'Afrique Noire en France la motion suivante :

Ernest Ouandié, un des chefs historiques de la Révolution Camerounaise vient d'être assassiné par le bourreau sanguinaire Ahidjo. Avec lui, furent assassinés TABEU Gabriel et FOTSING Raphaël. Ernest Ouandié, Tabeu Gabriel et Fotsing Raphaël furent exécutés au terme d'une parodie de procès, au mépris des règles juridiques les plus élémentaires.

— « Aveux » extorqués sous le coup de tortures policières, « aveux » évidemment rétractés au cours de l'audience.

— Refus de reconnaître à Ernest Ouandié le droit de faire assurer sa défense par les avocats de son choix.

— Expulsion du Cameroun de Maître Diop, avocat choisi par Mme Ernest Ouandié.

— Document frauduleusement soustrait du dossier d'Ernest Ouandié.

En effet Ahidjo est un vétéran du crime : il a la triste renommée d'avoir assassiné dès les premiers jours où la France le porta au pouvoir en 1958, Ruben Um Nyobe, secrétaire général de l'UPC, leader prestigieux du peuple camerounais et artisan de l'indépendance. C'est encore Ahidjo qui mit au point sous la dictée de l'impérialisme français le plan qui devait aboutir à l'empoisonnement à Genève de Félix Roland Moumié.

— Considérant la fascisation de plus en plus scandaleuse du régime Ahidjo ;

— Considérant que les 3 exécutions sont un crime contre l'indépendance, la liberté et la dignité du peuple Camerounais ;

— Considérant que Ernest Ouandié et les autres patriotes ont lutté conséquemment et inébranlablement pour une véritable indépendance du Cameroun.

Les participants au meeting de soutien à la lutte des peuples africains tenu le 16-1-71 :

— Condamnent avec indignation le nouveau crime odieux que vient de commettre l'impérialisme français par la main de son valet Ahidjo ;

— Rendent un hommage solennel à la glorieuse mémoire d'Ernest Ouandié et de ses camarades de combat ;

— Sont convaincus que l'impérialisme et ses valets seront balayés et que la lutte du peuple Camerounais triomphera inévitablement.

Approuvée par acclamations

## REPUBLIQUE POPULAIRE DEMOCRATIQUE DE COREE

### APPEL A LA LUTTE CONTRE LE REVISIONNISME

Lors de son discours du Nouvel An le maréchal Kim Il Sung a déclaré :

« *Nous devons combattre l'indolence et la négligence, mener une vie simple et intense, comme celle des combattants révolutionnaires, et, en particulier, déclencher une puissante lutte idéologique pour empêcher les idées bourgeoises et révisionnistes de pénétrer dans nos rangs.* »

Déjà, devant le 5<sup>e</sup> congrès du Parti des travailleurs il dénonçait ainsi le révisionnisme : « *Il (le révisionnisme) se met à genoux*

*devant l'impérialisme américain, apeuré de sa politique de chantage atomique ; il lance des œillades aux impérialistes, tout en prétendant se tenir sur des positions anti-impérialistes ; il répand la terreur de la guerre, les idées de pacifisme bourgeois et les illusions à l'égard de l'impérialisme et de la réaction pour désarmer idéologiquement les peuples ; il déteste et empêche la révolution des peuples opprimés. Il exalte le libéralisme bourgeois, encourage l'égoïsme et induit les gens dans l'indolence, la débauche et l'absentéisme.* »

## FAITES CONNAITRE L'HUMANITE ROUGE EN AFFICHANT LE JOURNAL

### Ecoutez les radios révolutionnaires TIRANA



Heures de Paris Long. d'onde en m.

6 h .....  
16 h .....  
17 h ..... sur 31 et 42 m ;  
19 h .....  
21 h .....  
22 h ..... sur 31, 42 et 215 m ;  
23 h 30 ..... sur 31 et 41 m.

### PÉKIN

Heures de Paris Long. d'onde en m.

19 h 30 - 20 h 30 .. sur 45,7 ; 42,5 ;  
20 h 30 - 21 h 30 .. sur 45,7 ; 42,5 ;  
21 h 30 - 22 h 30 .. sur 42,5 ; 45,7 ;  
22 h 30 - 23 h 30 .. sur 42,7 ; 42,4 ; 45,9.

# NOUVELLES MENACES POUR LES PEUPLES D'ASIE: Le militarisme japonais

(suite du n° 89)  
**DES « AMIS »  
DANS TOUT L'EST ASIATIQUE**

Il faut dire que la réapparition du militarisme japonais n'a pas été accueillie avec réprobation par les gouvernements réactionnaires est-asiatiques. Au contraire.

D'abord il faut se souvenir que nombre de gouvernements de cette région sont dirigés par d'anciens collaborateurs des japonais au temps de la fameuse « sphère de co-prospérité de la grande asie orientale ».

Suharto, le bourreau du peuple indonésien a reçu sa formation militaire dans l'armée « Quisling » organisée par l'occupant japonais en 1941-45. Les gouvernements Philippines, Thaïlandais, Birmans, Sud-Coréens, Malais, etc., sont truffés de kollabos non repentis des impérialistes japonais.

Après la victoire de 1945, les nouveaux occupants américains, anglais, hollandais, français n'eurent évidemment rien de plus pressé que d'écraser les rebellions communistes. Pour ce faire rien de plus naturel que de faire appel aux « spécialistes locaux », c'est-à-dire, précisément aux quislings pro-nippons.

Nous sommes en 1970, mais les cliques Suharto-Nasution de l'Indonésie, Thanom-Prapas de Thaïlande, etc., sont toujours en place, seulement leur situation est bien menacée ! D'une part les défaites de l'impérialisme yankee et son déclin militaire, faisant suite à l'effacement des colonialistes hollandais, français et britanniques menace de laisser tous ces fantoches seuls face à leurs propres peuples.

C'est dire que la relève éventuelle des yankees par les impérialistes nippons fait pour eux figure de ballon d'oxygène et de dernière chance.

## UN NOUVEL EMPIRE DU SOLEIL LEVANT FORCE APPARENTE, FAIBLESSE REELLE

Aujourd'hui, le Japon, 3<sup>e</sup> grande puissance impérialiste après les USA et l'URSS possède une industrie géante et ultramoderne. Elle produit 85 millions de tonnes d'acier par an (France 23 millions, Allemagne Occidentale 37 millions), des pétroliers géants, des machines ultramodernes, des ensembles électroniques d'avant-garde sortent chaque jour de ses chantiers et de ses usines.

Possédant une grande expérience en matière d'oppression des peuples asiatiques, les impérialistes nippons combinent la pénétration économique avec la pénétration militaire (cette dernière encore très discrète).

Avec la complicité de la clique dirigeante révisionniste russe, ils s'implantent en Sibérie soviétique sous couleur de « mise en valeur en commun de l'extrême-orient soviétique ».

Ils dominent soit seuls, soit concurremment avec leurs alliés-rivaux yankees les économies nationales de Corée du Sud, des Philippines, de Malaisie, de Thaïlande, d'Indonésie, etc., ainsi que celle des fantoches du Kuo Min Tang à Taïwan.

Ils sont déjà prépondérants sur les marchés australien et néo-zélandais.

La catastrophe économique que constitue pour l'Australie et surtout la Nouvelle-Zélande capitalistes, l'intégration croissante de la Grande-Bretagne à la petite-Europe et l'abandon des « préférences impériales » qui en sera le corollaire, ne font que précipiter le processus de transformation de ces pays en satellites de l'impérialisme nippon.

Mais le Camarade Mao Tsé toung nous enseigne que les impérialistes et tous les réactionnaires sont des tigres en papier. L'impérialisme nippon ne fait pas exception. « Vanguard », organe du Parti Communiste M.-L. d'Australie rapportait le 24 septembre dernier que le Japon est devenu « un super état policier ».

En 1970, l'effectif total des forces de police a atteint le chiffre de 200 000 soit 2,5 fois plus qu'à la fin du régime militaire en 1944. Au cours des 3 dernières années, le budget de la police a progressé chaque année de 17,5 % en moyenne. Ce développement des forces répressives est

significatif. C'est que le peuple japonais est bien décidé à barrer la route aux impérialistes yankees et japonais, anciens et nouveaux. Depuis 1960, des dizaines de millions de manifestants ont affronté la police et les forces armées des occupants yankees, ouvriers, étudiants, paysans ont versé leur sang dans cette lutte.

Depuis 1966, le parti communiste du Japon (gauche) regroupe l'avant-garde révolutionnaire marxiste-léniniste japonaise. Il y a quelques jours, vient de se tenir le congrès constitutif de la ligue de la jeunesse communiste (M.L.) du Japon.

En outre, la majorité des adhérents et sympathisants des partis socialistes et Komeito s'est montrée résolument hostile à toute renaissance de l'impérialisme et du militarisme nippons.

Une partie non négligeable de la bourgeoisie japonaise s'y oppose également et estime mieux défendre les intérêts du capitalisme nippon en pratiquant une politique de coexistence pacifique et de Commerce libre avec la Chine et la Corée populaires, en renonçant au fardeau des dépenses militaires et en prenant, en

matière de politique étrangère une attitude de « non-alignement » de type suédois.

Le peuple japonais sait de par sa propre et terrible expérience qu'au bout de la politique impérialiste, il y a la guerre et la défaite.

Il sait que la Chine, hier encore retardataire, opprimée, rançonnée par toutes les puissances impérialistes est devenue un puissant pays socialiste, hautement industrialisé, unanimement respecté par les peuples et craint par les impérialistes. Et il sait aussi que pour le Japon, la seule alternative à l'impérialisme expansionniste, c'est le socialisme.

Le peuple japonais c'est lui la première et décisive faiblesse de l'impérialisme nippon. Le peuple japonais se refuse à jouer le rôle de gendarme de l'impérialisme en Asie.

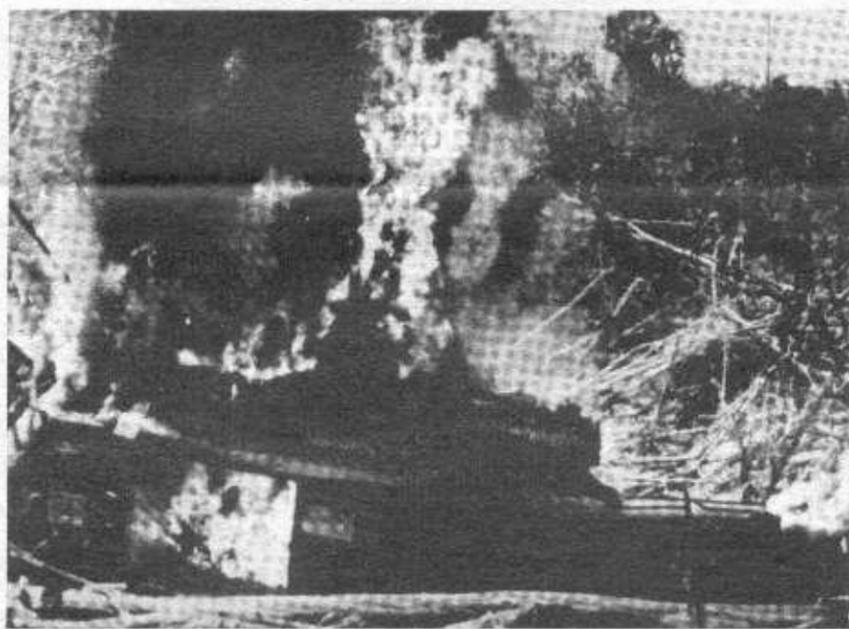
Les peuples d'Asie et du monde entier, tout en combattant l'impérialisme Yankee, Nippon ou autre, sont solidaires de la lutte anti-impérialiste du vaillant peuple japonais.

Cette juste lutte sera victorieuse.

HUGUES DEGENOST

## CAMBODGE :

### L'AVIATION FANTOCHE DÉTRUITE AU SOL !



Débris d'un hélicoptère U.S. abattu par les forces de libération du Cambodge.

Phnom Penh : 95 % de l'aviation fantoche militaire détruite au sol en quelques heures ! « Découragement au Département d'Etat » câble-t-on de Washington !

Les impérialistes ont en effet de quoi se lamenter ! L'aéroport de Pochentong, principale base aérienne du Cambodge et « poumon » de la capitale, a été pratiquement détruite. Deux heures à peine après le retour de Saigon de la marionnette Lon Nol, l'aéroport, situé dans la banlieue de Phnom Penh, a été bombardé et envahi par les forces armées de libération nationale. La quasi-totalité des avions et hélicoptères a été détruite. Des dépôts d'essence et de munitions ont explosé, 1 600 bombes au napalm anéanties d'un seul coup ! La tour de contrôle est gravement endommagée, la piste inutilisable.

L'unique « Caravelle » des fantoches (qui habituellement dormait en sécurité à 1 000 kilomètres, à Bangkok ou à Singapour) a même été détruite. Les agences de presse « occidentales » ont concédé le chiffre de 500 blessés !

En même temps, de l'autre côté de Phnom Penh, à moins de 4 kilomètres, la base marine fantoche de Chroui Chang War a été

violemment attaquée et d'importantes installations détruites.

Cette brillante victoire de l'armée de libération montre l'isolement et la faiblesse militaire croissants de la clique Lon Nol-Sirik Matak. En dix mois, grâce à sa juste ligne politique, le Front uni national du Kampuchéa, dirigé par Samdech Norodom Sihanouk, a libéré 70 % du territoire national (4 millions d'habitants).

Et ce ne sont pas les menaces de nouvelle invasion des troupes U.S. qui feront peur au peuple khmer ! Comme l'a indiqué l'appel du 18 janvier dernier lancé par Samdech Norodom Sihanouk, par le Bureau politique du Comité central du Front uni national et par le gouvernement royal d'Union nationale, « que les impérialistes américains, leurs valets de Saigon et de Bangkok, la clique des traîtres Lon Nol-Sirik Matak-Son Ngoc Thanh perdent toute illusion de soumettre l'héroïque et indomptable peuple khmer à leur loi : la guerre de résistance du peuple khmer est invincible ! »

Uni à ses frères vietnamiens et lao, en comptant sur le grand arrière de la République Populaire de Chine, le peuple khmer vaincra !

« Aujourd'hui, ce n'est pas l'impérialisme, le révisionnisme et la réaction qui décident du sort du monde, mais le prolétariat et les peuples révolutionnaires. »

LIN PIAO

(Rapport au IX<sup>e</sup> Congrès du P.C.C.)

## DE TOUTES NOS FORCES SOUTENONS LE PEUPLE PALESTINIEN !

Aujourd'hui le peuple palestinien est attaqué de toutes parts ; les agresseurs sionistes tentent de liquider ses bases dans le Sud du Liban ; les réactionnaires Jordanais s'acharnent contre lui ; et Jarring, porteur du plan de « paix américaine » synonyme de guerre et d'oppression pour les peuples arabes, complot ses mauvais coups avec la complicité active des sociaux-impérialistes de Moscou. Il y a aussi les attaques perfides portées par tous les « spécialistes » bourgeois qui ne cessent de salir la cause du peuple palestinien aux yeux des peuples du monde.

Que veulent-ils nous faire gober ?

1<sup>o</sup> « Les Palestiniens sont des envieux et des empêchés de tourner en rond qui n'ont qu'un objectif : jeter tous les Juifs à la mer pour prendre leur place ».

Peu à peu ce mensonge a fait long feu et beaucoup plus d'hommes et de femmes de notre pays savent QUI SONT LES EXPULSEURS. Ce sont les sionistes israéliens qui ont chassé, il y a plus de 20 ans, tout un peuple de sa terre ancestrale. Certains connaissent aussi, et nous devons le répéter inlassablement, le programme politique de la résistance palestinienne :

« Créer la nouvelle Palestine de demain, une Palestine progressiste, démocratique et non confessionnelle dans laquelle chrétiens, musulmans et juifs bénéficieront de la liberté du culte, travailleront et vivront en paix, jouissant de droits égaux. »

2<sup>o</sup> « Les événements de Jordanie sont une lutte incompréhensible entre Arabes attisée par les dangereux extrémistes Palestiniens. »

Qu'en est-il en réalité ? Certains « observateurs » sont obligés de le reconnaître : Hussein et son armée veulent étouffer totalement la voix du peuple palestinien, le réduire à zéro. Et qui arme et conseille Hussein ? C'est le « super-grand » américain ! Il y a un mois, Hussein est allé à Washington récolter la récompense de ses loyaux services : 30 millions de dollars, 110 blindés légers, 45 tanks patton et quelques « conseillers » militaires de plus... Répétons-le sans nous lasser, l'impérialisme américain, qui tente de renforcer sa domination économique, politique et stratégique au Moyen-Orient, est l'ennemi acharné du peuple palestinien.

3<sup>o</sup> Autre mensonge, parmi les plus récents : « La résistance palestinienne est morte, déchirée par ses divisions internes, elle penche vers une solution pacifique du conflit. »

« Morte » la résistance palestinienne ? Ce n'est sans doute pas l'avis des sionistes qui se sont fait sérieusement ébrillés par les combattants palestiniens à Sarafand (Sud du Liban) la semaine dernière ! « Prête à négocier » ? Il n'est pire sourd que celui qui ne veut entendre ; aux mensonges de la presse, le Comité Central de la résistance a répondu avec fermeté :

« L'attitude de la résistance à l'égard de la résolution du Conseil de Sécurité du 22 novembre 1967 et du plan Rogers demeure inchangée. »

« La révolution palestinienne continuera la lutte armée en vue de libérer toute la Palestine. »

Tous ces mensonges visent à isoler le peuple palestinien des autres peuples. Dénonçons-les avec énergie, popularisons la juste cause du peuple palestinien ! Sa lutte est longue et difficile. Sachons, la soutenir efficacement par notre propagande de tous les jours !

CAMILLE GRANOT

# CHEMINOTS : "LES 7 MERCENAIRES"

« Je tiens à vous exprimer et à vous demander de transmettre à l'ensemble des cheminots mes félicitations personnelles et celles du gouvernement, pour la façon dont la S.N.C.F. a contribué, par le dévouement et l'efficacité de ses agents, à résoudre une partie importante des problèmes de transport qui se sont posés en raison des grands froids, au cours de ces derniers jours. »

Qui parle ainsi ? M. Jacques Chaban-Delmas en personne, s'adressant au président du Conseil d'administration de la S.N.C.F., le 6 janvier dernier.

Mais les compliments ne coûtent pas cher. Une fois que cette belle lettre présidentielle aura été rejointe à la corbeille à papiers d'autres circulaires, avis généraux et ordres du jour que personne ne lit, le même Chaban et ses sous-fifres repasseront aux choses sérieuses, c'est-à-dire à la grande braderie de la S.N.C.F. au capitalisme privé et semi-privé, à la compression accélérée des effectifs et la liquidation du chemin de fer en tant que service public.

Ainsi, il y a quelques jours, des voyageurs de la banlieue de Paris-Nord ont dû se rendre au boulot dans des compartiments sans chauffage, par moins huit ! Les services compétents, saisis (pas de froid, mais par les voyageurs), ont rétorqué que l'ordre de ne pas mettre en route le chauffage de certaines rames banlieue était dû au fait que la vétusté de celles-ci rendait une telle mise en route dangereuse... sans commentaires !

Dans le même temps, le train express (sic) BL parcourt les 682 kilomètres de Bordeaux à Marseille à la vitesse époustouflante de 76 kilomètres à l'heure.

Et ne parlons pas des 650 kilomètres de Nantes à Lyon par l'« Express » (resic) OL en 10 h 35, soit une vitesse de 61 kilomètres à l'heure !

Il est vrai que vous pourrez faire le même parcours à 100 kilomètres à l'heure si vous pouvez payer le prix de la première classe, en prenant le « rapide » (nuance !) OG qui ne comporte pas de voitures de seconde...

Pendant ce temps, S.N.C.F. et propagande gouvernementale nous rabattent les oreilles avec des réalisations « de prestige » (Mistral, Capitole, etc.), trains pour P.D.G., politiciens et margoulins de tout poil.

Il n'y a pas de service public au-dessus des classes. Sous le régime de la dictature bourgeoise, la S.N.C.F. est au service exclusif des monopoles. Sous forme de tarifications, elle assure des super-bénéfices aux sociétés capitalistes dont les produits sont acheminés à perte, aux frais des contribuables, c'est-à-dire du peuple travailleur.

Et pendant que ces messieurs-dames du « meilleur » monde mènent leur oisiveté dorée en trains de luxe, les travailleurs sont transbahutés dans des wagons vétustes et surpeuplés.

Mais, et les cheminots, dans tout cela ? Eh bien voilà...

## NOUVEL ACCORD, NOUVELLE ESCROQUERIE

Les représentants des sept fédérations de cheminots et ceux de la direction de la S.N.C.F. ont signé le 11 janvier un accord « réglant pour 1971 l'évolution des salaires et des conditions de travail ».

Cet accord a été célébré à son de trompe, tant par les porte-parole syndicaux que par ceux de l'administration et du gouvernement.

Qu'en est-il exactement ?

Il comporte six points essentiels :

— Une augmentation des salaires de 6 % (chiffre ne devant être atteint qu'au 1<sup>er</sup> novembre) ;

— Une garantie de progression du pouvoir d'achat de 2 % ;

— Une réduction de 1 heure de la durée hebdomadaire du travail au 1<sup>er</sup> septembre ;

— Une diminution de 0,5 % (!) de chaque zone d'abattement de salaire ;

— Une majoration de 1,5 % (!) du taux de calcul des retraites ;

— Un crédit de 0,25 % (!) de la masse salariale affecté à la réforme de rémunération, avec relèvement privilégié des plus basses.

Reprenons, point par point.

Les 6 % d'augmentation totale pour 1971 ne représentent qu'une amélioration peu importante par rapport à ce qui aurait été octroyé de toutes façons, et certainement beaucoup moins que ce qui aurait été arraché par la lutte des cheminots.

La garantie de progression du pouvoir d'achat, sorte d'« échelle coulissante » comme l'a dit un responsable de la C.F.D.T., montre d'ailleurs que les fameux 6 % d'augmentation ne sont même pas assurés dans l'esprit des signataires de compenser la hausse du coût de la vie prévue pour 1971.

Cette garantie de progression, calculée selon des indices et repères inintelligibles pour la masse des cheminots, sera aussi illusoire que toutes les promesses, engagements et protocoles antérieurs, et il n'est pas besoin de sortir de Polytechnique pour le comprendre.

Notons encore que, vingt-six ans après leur instauration, les abattements de zone se portent toujours bien, merci — et qu'il s'est trouvé des « responsables » syndicaux pour signer un protocole qui en assure le maintien.

Belle victoire !

Mais il y a plus.

## L'ENTREE OFFICIELLE DE LA C.G.T. DANS LA POLITIQUE DES CONTRATS

Séguy avait bien dit dès l'affaire de l'E.G.F., l'année dernière, que la C.G.T. n'était pas contre tout contrat.

De fait, elle en avait signé un nombre important dans l'industrie privée, dès 1969. Mais, à part Berliet, il ne s'agissait pas d'entreprises d'envergure nationale.

Et surtout à la S.N.C.F. d'où sont parties nombre de grandes luttes de la classe ouvrière depuis 1947, véritable système nerveux d'un pays industriel comme la France, et dont la paralysie a toujours été déterminante dans la généralisation des grèves — la C.G.T. avait jusqu'alors observé une réserve ostensible devant la politique des contrats.

Aujourd'hui, les dirigeants révisionnistes de la fédération C.G.T. des cheminots, abandonnent leur fermeté de façade, se joignent au concert des technocrates et des bonzes réformistes qu'ils raillaient la veille encore.

Pendant plus de vingt ans, les cheminots ont été le moteur du mouvement revendicatif.

Bonzes syndicaux et technocrates au service de l'Etat des monopoles ont pour mission de faire de ce moteur un frein, et ce, par le moyen de l'accord du 11 janvier.

Evidemment, pour que le système soit efficace, il faut que les syndicats, et en particulier la C.G.T.,

aient l'air de défendre pour de bon les intérêts des cheminots.

Pour ce faire, on ne reculera devant aucun « cinéma ».

## SECRETS DE POLICHINELLE ET PARODIES DE RUPTURE

Dès le 23 novembre 1970, la direction du personnel de la S.N.C.F. éditait une circulaire intitulée « Les résultats du contrat du 23 février 1970 ». Bien que portant bien en évidence l'indication « Confidentiel », cette circulaire fut distribuée fort généreusement, de telle sorte que peu nombreux sont les cheminots qui ne l'ont pas eue en mains.

La direction y polémiquait avec la « Vie ouvrière », et entreprenait une laborieuse démonstration des effets bénéfiques du contrat de 1970 (que la C.G.T. n'avait pas signé).

La « Vie ouvrière » ripostait aussitôt par un « Spécial cheminots » flétrissant les procédés de la S.N.C.F. et réfutant ses arguments. Fin du premier acte.

Le second, nous venons de le vivre. C'est la comédie du « signera... signera pas », à cause du fameux préambule ajouté après coup par la S.N.C.F. et faisant référence à la « masse salariale ».

## La déclaration de Pompidou : La voix du capital !

En écoutant la conférence de presse de Pompidou, des centaines de milliers de travailleurs ont serré le poing et craché avec mépris.

Tantôt paterne, tantôt glorieux, ce président élu au rabais a énoncé une succession d'affirmations contraires à la réalité.

A en croire Pompidou, un ancien commis des Rothschild est aussi « révolutionnaire » que de Gaulle et Blum, mais un peu moins que M. Capitant ! (A signaler que ce dernier est accusé d'avoir voulu « soviétiser » les usines françaises !)

Parmi les nombreuses contre-vérités qui émaillent cette conférence, distinguons celles que la ruse et le cynisme portent au premier plan.

S'agit-il de l'indice des prix ?

Le locataire de l'Elysée présume qu'il « tend à se calmer », et que les ménagères ne doivent pas s'alarmer d'un « accident de parcours » saisonnier. On a déjà entendu ça : tous les printemps !

S'agit-il de l'inflation ?

Pour Pompidou, c'est une « situation mondiale » qui correspond au « tempérament français ». Que diable, selon ce grand banquier devenu président de la République, si les ouvriers et les petits paysans n'ont pas d'argent ce n'est sûrement pas la faute de l'Etat qui fait imprimer des billets de banque à rythme accéléré ?

S'agit-il du chômage ?

Alors qu'il y a en France plus de 510 000 chômeurs « officiels », plus d'un million en réalité. Pompidou se réfère aux journaux anglais et américains pour prétendre que la « situation de départ est objectivement bonne ». Certes, dans la voie qui mène à plus de cinq millions de chômeurs comme aux U.S.A. nous sommes en bonne posture !

S'agit-il des petits paysans du Roussillon ?

« Les esprits sont un peu chauds et facilement échauffés... A en croire Pompidou, le problème de la salade et des primeurs sera résolu par une organisation « en groupement de producteurs » (où les gros exploitants feraient la loi) et non

La C.G.T., puis la C.F.D.T., montant sur leurs grands chevaux : « Retirez le préambule que nous ne saurions voir ! »

Ainsi fut fait : la direction de la S.N.C.F. retire le préambule, et la référence à la masse salariale disparaît... pour réapparaître en annexe du procès-verbal.

Passez muscade ! On a montré de part et d'autre ses grandes dents et ses gros bras, puis on s'est retrouvé à la buvette, pour arroser cette belle et bonne signature, en rigolant du bon tour joué aux cheminots.

## LES CHEMINOTS N'ONT PAS SIGNE !

Mais les ficelles sont trop grosses. Massabieaux, Martin et leurs pâles comparses de F.O., de la F.G.A.A.C. et des syndicats de cadres, en signant, n'ont engagé (et démasqué) qu'eux-mêmes...

Pas plus demain qu'hier, les cheminots ne se sentiront liés par une telle signature.

Le papier des accords du 11 janvier sera emporté par le vent de la lutte de classe. Et les signataires avec.

E. CLISSE.

par des manifestations « fâcheuses ».

A remarquer qu'ici, le président incite à créer ces « groupes de pression qu'on appelle des lobbies » dont il déplore l'existence sur les problèmes de l'instruction publique un quart d'heure après...

Comme on l'a vu, Pompidou est un partisan résolu de la thèse : « L'argent ne fait pas le bonheur. »

Ceci, bien sûr, à l'usage des autres, à l'usage de notre peuple ! à l'usage des ouvriers et des petits paysans !

Il n'a pas parlé du Vietnam et du Tchad (de source officielle, 32 morts du côté « français », combien de milliers du côté des patriotes tchadiens ?). Il a parlé de l'Espagne franquiste...

Le président de la République, en fait, s'est excusé pour les appréciations et opinions du peuple français sur le procès de Burgos. La phalange est satisfaite, Shumann va pouvoir aller visiter maintenant le caudillo.

C'est très clair pour les marxistes-léninistes : qui se ressemble, s'assemble. Le pèlerinage de feu de Gaulle à Saint-Jean-de-Compostelle était dans la même ligne.

En cette année 1971, anniversaire de la grande, glorieuse et héroïque Commune de Paris, nous voulons déclarer à la face des amis et des ennemis notre certitude dans le devenir inexorable et radieux annoncé voici cent ans par les Communistes :

LA DICTATURE DU PROLETARIAT, fille de la nécessité et de la raison, sera imposée par la violence armée des masses et non par des élections organisées par la bourgeoisie !

A l'ouvrage pour hâter cette heure ! Faisons pénétrer partout la vérité révolutionnaire du marxisme-léninisme toujours jeune et triomphant, qu'il pénètre les usines, chantiers, quartiers et villages ! La vérité triomphera du mensonge, le Nouveau émerge déjà de l'ancien !

H.R.

# LA COLÈRE DES VITICULTEURS ET MARAICHERS DU LANGUEDOC-ROUSSILLON

## ROUSSILLON :

Les manifestations paysannes du 21 janvier ont été massives mais calmes dans tout le Languedoc-Roussillon. Il s'agissait, à l'origine, de manifestations des viticulteurs à l'appel du Comité d'action viticole dominé par des « gros » qui utilisent le mécontentement des « petits ». Mais les choses ont été un peu plus sérieuses en Roussillon du fait que les producteurs de légumes (et plus particulièrement de salades) se sont joints aux viticulteurs.

Au lieu de 2 barrages de routes décidés par le Comité d'action viticole, il y en eut 5 ou 6 créés à l'initiative spontanée des paysans, avec en plus encore des barrages sur les voies ferrées.

Tantôt c'était la masse énorme des manifestants qui formait le barrage et empêchait tout passage de véhicules (en dehors des ambulances), tantôt c'était des platanes abattus qui formaient une barricade infranchissable.

Les C.R.S., qui avaient reçu des renforts venus de la région bordelaise, sont restés en réserve, sans se montrer à proximité des barrages.

Nous sommes loin évidemment, du moins en ce qui concerne les viticulteurs, des manifestations violentes de 1907 ! Mais il est incontestable que les paysans ont pris conscience de leur force. Il a suffi des premiers barrages « sauvages » que nous avons signalés dans notre numéro du 14 janvier pour obliger le gouvernement à abroger les mesures qu'il venait de prendre quelques jours auparavant, autorisant l'importation de salades de tous pays.

Unis et décidés, ne comptant que sur eux-mêmes et sûrs de leur force, ils ont réalisé quelque chose de nouveau, d'impensable même, dans un régime d'ordre bourgeois, l'arrêt et le contrôle des véhicules, des camions et même des trains, se substituant aux « autorités compétentes » (!). Et cela à la barbe de la filaille rassemblée, casquée et armée. Quand ils estimaient, eux paysans, que le contenu des camions ou des wagons ne pouvait porter atteinte à leurs revendications, ils donnaient l'autorisation de poursuivre la route. Mais quand le contenu, salades ou scaroles, contrevenait aux décisions prises par eux portant sur l'interdiction de toutes importations de légumes d'Espagne franquiste, alors ils les décharpent sur le ballast.

Le nouveau préfet des Pyrénées-Orientales et le nouveau commissaire de police divisionnaire de Perpignan ne s'y sont pas trompés. Les manifestants et la grande partie de la population pensent que, devant cette situation nouvelle, dangereuse pour leur autorité et celle du régime capitaliste tout entier, ils ont échoué une provocation policière qui a échoué mais qui n'est pas restée sans conséquences sur la poursuite des manifestations.

## LA PROVOCATION POLICIERE DU 15 JANVIER

Dans notre numéro de la semaine dernière, nous avons relaté le fait qu'un train de marchandises n'avait pas ralenti devant le barrage qui bloquait la voie de Perpignan à Narbonne, provoquant la colère des paysans qui s'en prirent au conducteur du train.

En réalité ne s'agissait-il pas d'une odieuse provocation des « autorités » (?), tendant à dresser les paysans contre les cheminots et surtout à provoquer le pire au cas

où des paysans auraient été écrasés ? C'est par miracle que tous ont réussi à sauter à temps dans les bas-côtés, mais il est évident que si un ou plusieurs d'entre eux avaient été écrasés (comme le souhaitaient probablement les « responsables du service d'ordre »), la colère des paysans n'aurait pu être contenue : le conducteur et son chauffeur en auraient été les premières victimes et, comme le disaient ouvertement plusieurs d'entre eux, c'est le train qui aurait flambé et probablement la gare de Perpignan toute proche. Ce qui aurait justifié l'intervention massive et sanglante des 300 gendarmes et C.R.S. présents pour désamorcer toutes les luttes et discréditer le mouvement paysan.

Le syndicat des producteurs de fruits et légumes du Roussillon a fort bien dénoncé la provocation dans le communiqué suivant que nous approuvons :

**« POURQUOI LE TRAIN A-T-IL FONCÉ SUR LES MANIFESTANTS ? »**

« Le syndicat des producteurs de fruits et légumes ne considère pas comme clos le grave incident du 15 janvier, au cours duquel, pour la première fois en France, un train a foncé sur des manifestants.

## ALÈS (LANGUEDOC)

# PUISSANT ESSOR DU MOUVEMENT PAYSAN

Plus la spoliation se fait sentir, plus le mouvement paysan renoue avec ses glorieuses traditions de luttes (cf. H.R. n° 89 : L'exemple de 1907) ; de la manifestation tranquille qui se termine par des discours démagogiques de dirigeants vendus, il passe de plus en plus à des actions dures (barrages, heurts fréquents avec les flics).

Et si ce jeudi la mobilisation et l'action furent si importantes ce n'est pas dû principalement au fait que, comme l'a dit un « dirigeant » : « Le syndicalisme et la coopération, les jeunes agriculteurs, les fédérations d'exploitants ont aussi à mettre en place une action qui a été une véritable lame de fond » mais bien plutôt parce que toutes les organisations paysannes ont été contraintes par leur base d'employer des moyens radicaux de luttes.

## Un mécontentement croissant

Quelques chiffres en illustreront le pourquoi :

	Frais en totaux à l'ha	Montant des ventes à l'ha
1958 :	3 206 F	3 436 F
1968 :	4 793 F	4 034 F
1969 :	5 383 F	3 430 F

On entend par frais totaux à l'hectare le total entre les frais de culture à l'hectare + les charges complémentaires à l'hectare.

Premier élément du « mécontentement », une mévente accrue de la production.

Le deuxième élément dérivant directement du premier c'est une perte sèche pour l'exploitant.

Entre 1958 et 1969, la perte par hectare est estimée à 4 018 F (il s'agit d'un chiffre global qui ne tient pas compte de la structure de l'ex-

« C'est en effet par un hasard miraculeux que plusieurs dizaines d'agriculteurs n'ont pas été écrasés vendredi après-midi, lorsque le train de marchandises 4426 a foncé dans la foule des manifestants à vitesse normale, c'est-à-dire à plus de 70 kilomètres à l'heure.

« C'est donc un drame épouvantable qui a été évité par l'agilité des producteurs qui en tremblaient encore longtemps après, et pas seulement d'indignation.

« Qu'on ne s'étonne pas, dans ces conditions, si des pierres ont été lancées contre le convoi... L'une d'elles a cassé la vitre de la locomotive et ce sont les éclats de verre qui ont provoqué de petites entailles au visage du mécanicien. Mais que serait-il advenu de celui-ci et de son chauffeur si le pire était survenu sur la voie ?

« C'est pourquoi nous dénonçons ceux qui ont pris la responsabilité de faire rouler ce train en marche normale alors que les deux trains précédents avaient comme instruction la marche à vue et alors que tout le monde savait que la voie était occupée par les manifestants.

« Pourquoi le commissaire de police, après l'arrêt, puis le départ sans histoire des deux premiers trains, a-t-il menacé à plusieurs reprises les manifestants de faire

rouler le prochain convoi à marche normale ?

« Quelles instructions ou informations a reçu la S.N.C.F. de la police ou des autorités administratives, pour prendre la responsabilité de faire rouler normalement le convoi 4426 ?

« Il est indispensable que des réponses nettes soient données à ces questions dans les meilleurs délais.

« Les agriculteurs de ce département et l'opinion publique veulent savoir comment de tels événements ont pu se produire. Ce qui a été interprété par ceux qui y ont assisté, comme la manifestation d'une folie meurtrière des Chemins de fer ou de la police, ne doit plus jamais se renouveler.

« Faire foncer un train sur des manifestants ne se justifie pas plus que de tirer sur eux. »

Gageons que les réponses aux questions si pertinentes du syndicat ne viendront jamais. Car si la provocation policière ne paraît pas douteuse, il ne fait pas de doute non plus que la police ne l'avouera jamais.

Correspondant H.R.

La semaine prochaine, nous essaierons de tirer les enseignements de ces manifestations paysannes.

exploitation. Quand on sait que dans nos régions nous sommes en présence d'une petite exploitation à monoculture (la vigne le plus souvent), on comprendra aisément ce que représente ce chiffre pour un petit viticulteur.

Ce chiffre de 4 018 F de perte par hectare correspond à un endettement moyen (cf. les remarques ci-dessus) de 15 %.

Et le mouvement va en s'accélégrant ; avec l'ouverture des frontières, cette situation ne pourra encore que s'aggraver.

## Radicalisation des luttes, prise de conscience

Le fait le plus important de cette journée de luttes, c'est la participation aux actions. Alors que d'habitude les barrages routiers réunissaient 200 à 500 personnes, on a pu voir 5 000 personnes sur un seul barrage. Les chiffres officiels pour Chirault sont 2 500, à Agde, 5 000 à Pezenas, 8 000 à Rabieux... 50 000 personnes pour tout le département, autant pour le Gard et l'Aude, plus des actions dans divers autres départements.

Deuxième fait à noter, les dirigeants étaient dépassés, ainsi Maffre (président du Comité régional d'action viticole) déclare : « Il n'y a pas eu d'événements graves sur les barrages. Mais les responsables professionnels ont eu grand peine à contenir la colère des vignerons ».

Et c'est là le problème de la direction politique du mouvement paysan.

Les dirigeants actuels n'ont fait que changer de veste, poussés par la base qui s'impatiente. Sous une autre apparence, ils colportent les mêmes idées qu'il y a quelques années (les parloites avec les ministres, « non aux vins arabes », etc.),

et ils tentent d'endiguer le mouvement qui se développe.

Il y a quelques jeunes agriculteurs combattifs mais pour le moment ils se heurtent à une forte tradition ; « on ne fait pas de politique, c'est un problème agricole », de plus les perspectives politiques si elles sont nettement progressistes n'en sont pour autant toujours correctes (entachées trop souvent d'opportunisme).

La base : bourrée d'illusions par les dirigeants traditionnels, trop souvent trompée, elle se méfie de la politique. Beaucoup sont conscients que leurs représentants les trompent : « Comitat et Pompidou, c'est pareil, c'est des gangsters ». « Les députés il faut les foutre à l'eau » ; mais à côté de cela rien, des tas d'idées fausses « le gouvernement a le devoir de donner à la viticulture sa juste part du revenu national par tous les moyens ».

L'avenir pour la viticulture dans notre région n'est pas brillant, la situation devient catastrophique.

Les dirigeants syndicaux n'arrivent plus à contenir la colère. Elle explose partout mais le danger principal c'est le manque d'objectifs politiques clairs.

C'est à nous marxistes-léninistes qu'appartient la tâche historique d'unir le mouvement paysan et le mouvement ouvrier. Les conditions sont aujourd'hui excellentes pour préparer cette nécessaire union contre le pouvoir capitaliste, pour la dictature du prolétariat.

« Ouvriers-paysans, nous sommes le grand parti des travailleurs. »

Correspondant H.R. (Alès).

Note d'H.R. : Cet article nous est parvenu lundi matin.

Nous avons été obligés d'opérer de nombreuses coupures pour parvenir à l'intégrer dans le présent numéro.

# Solidarité active avec les peuples en lutte contre le colonialisme français

## VIVE LA LUTTE DU PEUPLE GUYANAIS

Depuis quelques temps la Guyane connaît un essor sans précédent dans la lutte acharnée qu'elle mène contre le colonialisme français et ses valets.

Les principales manifestations de cette mobilisation de masse ont été : une grève générale qui a été suivie à 99 % malgré les menaces et les sévices de toutes sortes exercés par l'armée colonialiste envers la population et, d'autre part, une présence constante des masses populaires dans les rues jusqu'à l'heure actuelle.

Tous les jours des manifestations spontanées ou organisées éclatent de ci, de là, à tel point que les troupes colonialistes ne savent où donner de la tête. Ce qu'il y a d'important dans tous ces événements c'est que, d'une part, le mot d'ordre de grève générale avait un objectif politique : la décolonisation totale de la Guyane — et que, d'autre part, une grande partie de la petite bourgeoisie majoritaire au conseil général local a soutenu et appuyé le mot d'ordre de grève générale — sur des positions confusionnistes, il est vrai.

Comment expliquer un mouvement de masse d'une telle ampleur qu'il a surpris le colonialisme français lui-même ? Essentiellement par deux séries de facteurs complémentaires :

### FACTEURS ECONOMIQUES

Voyons rapidement la première série de ces facteurs. Placée depuis 300 ans sous la domination du colonialisme français qui prétend à l'heure actuelle jouer la carte de donneur de leçon en matière de décolonisation, la Guyane présente tous les caractères du colonialisme le plus avilissant et le plus rétrograde : pillage colonial, dépendance économique, aliénation culturelle et politique, répression forcée de toute manifestation nationale, chômage chronique, inégalités sociales flagrantes, discrimination raciale, etc.

Pour asseoir davantage son système d'oppression le colonialisme

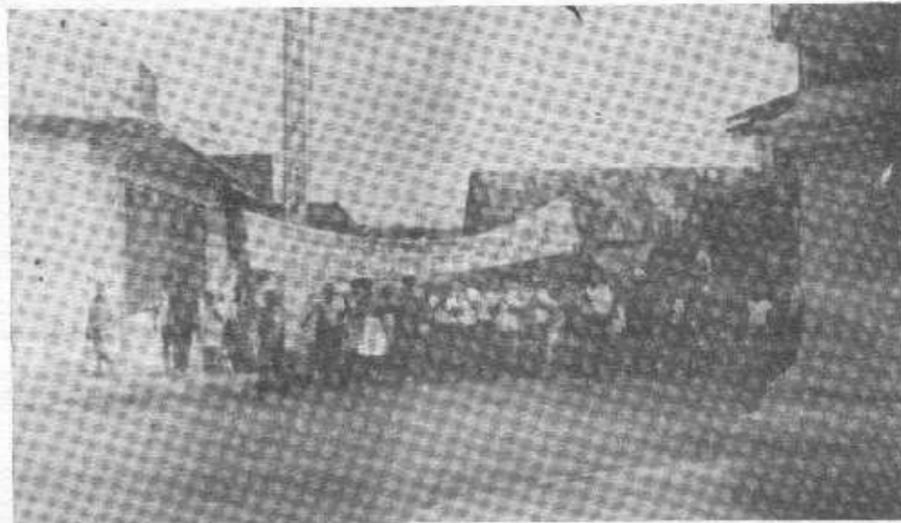
Sur le plan commercial on trouve là encore l'empreinte du colonialisme : les exportations de la Guyane sont constituées uniquement de produits bruts, alors que les importations sont constituées de produits finis. La Guyane importe jusqu'au poulet, le label de « France » indiquant que celui-ci est de bien meilleure qualité que le « malheureux poulet guyanais ». Le colonialisme français prend toutes sortes de mesures arbitraires pour interdire la production de cultures vivrières, étant donné que l'importation de produits venant de France favorise les monopoles français installés sur place du genre « Monoprix », « Prisunic », etc., ainsi qu'un certain nombre de grossistes locaux comme la « Compagnie des Antilles françaises TANON ». Pour supprimer toute concurrence ces monopoles pratiquent une politique de dumping envers les petits commerçants locaux (ceux-ci sont composés en partie de Chinois nés sur place) ce qui suscite de multiples contradictions au sein de la fraction des commerçants et explique par là-même le soutien accordé à la grève générale du 5 août par la petite et la moyenne bourgeoisie.

De ce point de vue cette organisation en monopole soutenue par le gouvernement colonialiste français est une des causes essentielles du soutien apporté par une partie de la bourgeoisie au mouvement du 5 août.

### FACTEURS POLITIQUES

La deuxième série de facteurs importants expliquant la nouvelle montée de la lutte du peuple guyanais est le patient travail de mobilisation accompli au sein des ouvriers et des paysans par les révolutionnaires guyanais.

Depuis quelques années le « Groupe d'Action populaire Guyanais », mouvement d'avant-garde du peuple guyanais, guidé par le



Nous avons tenu à publier cette photo malgré sa mauvaise qualité technique car elle montre une manifestation organisée par nos camarades du Groupe d'Action Populaire. Sur la banderole il est écrit : « La résistance à l'oppression et à l'exploitation : droit naturel du peuple guyanais. »

organisation. Ainsi donc, il n'est pas étonnant que l'impérialisme français considère à l'heure actuelle le G.A.P. comme son plus mortel ennemi — et là il ne se trompe pas.

La répression policière et les provocations s'abattent régulièrement sur les militants de cette organisation. Parallèlement à ces mesures les colonialistes français renforcent constamment leur appareil de répression : introduction des nouvelles unités de gardes-mobiles, auto-mitrailleuses, half-tracks (véhicules blindés légers), etc. La dernière mesure en date prise par les colonialistes français a été la décision d'envoyer plusieurs éléments ou un régiment entier de la Légion étrangère au camp militaire de Saint-Jean où ils formeront une base d'entraîne-

ment des troupes anti-guérilla. Les mercenaires qui se sont illustrés récemment au Tchad comptent ainsi parfaire leur entraînement pour exterminer le peuple guyanais.

Mais qu'ils ne se trompent pas, les Guyanais dirigés par leur avant-garde marxiste-léniniste, le G.A.P., sauront les accueillir comme ils le méritent. Déjà, lors de la tentative d'installation d'unités de la Légion en juin 1962, le peuple guyanais s'était dressé spontanément pour rejeter cette vermine funeste, à la grande déconvenue des autorités coloniales.

Comme l'enseigne le président Mao, le colonialisme est un tigre en papier. En apparence il est terrible, mais en réalité c'est le peuple et le peuple seul qui est la force véritable.

## LE 19 JANVIER DERNIER :

### GRÈVE GÉNÉRALE POLITIQUE EN GUYANE, RÉUNION, MARTINIQUE ET GUADELOUPE

#### Extraits de tracts :

Après la grève générale du 5 août 1970, le peuple guyanais déclenche le 19 janvier 1971 une nouvelle grève générale politique.

La clique des oppresseurs colonialistes et impérialistes français, les ennemis du peuple guyanais et leurs laquais intensifient leur criminelle répression.

Ce n'est plus par voiliers que l'impérialisme français pratique la traite moderne des nègres, mais par Jumbo-Jet de 400 places réservées à nos jeunes par les soins du Bumidon, organisation scélérate, réactionnaire, chargée du vidage systématique de la Guyane, de ses forces vives afin qu'elles servent de main-d'œuvre à bon marché. Le bandit Vignon, laquais des colonialistes français et négrier notoire des capitalistes, organise sans vergogne le racolage de la main-d'œuvre, le chantage politique, la fraude électorale, le sabotage de l'économie guyanaise.

TRAVAILLEURS GUYANAIS, ANTILLAIS EXILES RASSEMBLEZ-VOUS ET UNISSEZ-VOUS A VOS FRÈRES EN LUTTE SUR LE SOL NATIONAL CONTRE LA DOMINATION COLONIALISTE FRANÇAISE, L'ALIÉNATION CULTURELLE, LE RACISME PERPETRES CONTRE LE PEUPLE GUYANAIS.

Le peuple français lui aussi est leurré. La Guyane, depuis trois siècles, est une nation brimée et pillée. Les fonds envoyés en Guyane sont récupérés sous la forme de produits manufacturés et replacés entre les mains des banquiers et des capitalistes

agents d'un système oppresseur, exploiteur et brutal.

Il y a un an, les travailleurs guyanais étaient chassés à coups de crosses de fusils de la salle où ils assistaient à une séance du Conseil général. Les Guyanais se souviennent de cet acte de sauvagerie perpétré par les forces de répression colonialistes.

C'est pourquoi ils sont en lutte contre l'oppression, où qu'elle se manifeste dans le monde.

— Ils soutiennent la juste lutte des peuples tchadien, vietnamien, laotien, khmer, guinéen, celui du peuple noir des U.S.A., victimes du racisme et de l'impérialisme U.S. Ils sont solidaires des peuples d'Amérique Latine dans leur combat contre des régimes dictatoriaux à la solde des impérialistes U.S.

— Ils sont aux côtés des travailleurs guadeloupéens, martiniquais, réunionnais pour détruire dans leurs pays respectifs le colonialisme français et ses valets.

— Ils encouragent l'action de ceux que le pouvoir fasciste traduit devant les tribunaux parce qu'ils défendent la cause du peuple et servent le peuple !

— Et ils continueront de mêler leur voix au concert de toutes celles qui disent non à la misère, à l'injustice, à la démagogie, au mensonge, qui dénoncent les méfaits du capitalisme et du colonialisme.

TRAVAILLEURS GUYANAIS SOYONS UNIS  
RESTONS VIGILANTS  
PAS DE REPOS JUSQU'À CE QUE NOUS SOYONS LIBRES DE GERER NOS PROPRES AFFAIRES ! Le Bureau de l'U.T.G



Les forces de répression prennent position devant le Prisunic.

français a lancé depuis quelques temps une campagne d'expropriation systématique dirigée contre les petits exploitants ; ceux-ci ne possédant pas de titres de propriété, étant donné que le problème de l'appropriation de la terre ne s'était pas posé jusque là, n'ont aucun moyen de défense et se retrouvent du jour au lendemain dans la rue, « une main devant, une main derrière », venant ainsi grossir l'armée permanente des chômeurs déjà très importante. A leur place viennent s'installer des gros colons pieds noirs venus d'Algérie. Dans un pays où l'industrie est inexistante, la situation de ces chômeurs est tragique car ils ne peuvent survivre que de subsides délivrés parcimonieusement par les autorités coloniales. Ainsi donc la volonté du colonialisme français de transformer la Guyane en une nouvelle colonie de peuplement apparaît clairement. L'installation de la base militaire de fusées de Kourou ainsi que l'implantation dans cette région de plusieurs dizaines de milliers d'habitants venus de France et d'Algérie confirme cette volonté.

marxisme-léninisme et la pensée-maoïstetoung, mène opiniâtrement le combat pour l'indépendance nationale de la Guyane et l'instauration, dans une première étape, d'un Etat démocratique et populaire, s'appuyant sur l'alliance des ouvriers et des paysans. Lors de la grève générale du 5 août, la mobilisation des masses ainsi que les principales manifestations de masse ont été le fait du « Groupe d'Action populaire marxiste-léniniste » qui a su donner une orientation juste à ce vaste mouvement de masse. En particulier, lorsque des éléments de la petite bourgeoisie jetèrent la confusion en lançant un certain nombre de mots d'ordre erronés, les camarades du G.A.P. les rectifièrent immédiatement en lançant aux manifestants les mots d'ordre suivants :

Libérons la Guyane du joug colonialiste français — Indépendance nationale pour la Guyane — Vive la juste lutte du peuple guyanais.

Dans certaines régions des comités de défense contre l'expropriation, regroupant les paysans, ont été mis sur pieds, à l'instigation de cette